

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 903

16 avril 2013

### SOMMAIRE

Blue Edge Fund .....	43302	HKL Holdings (PPI) Sàrl .....	43313
Comptoir Technique et Industriel S.A. ...	43298	Husky Injection Molding Systems Luxem- bourg Capital S.à r.l. ....	43328
Costa Constructions Luxembourg S.A. ..	43298	Hyatt International - Latin America, Ltd. .....	43343
Costa Constructions Luxembourg S.A. ..	43298	ImmoFinRe II .....	43313
Costa Constructions Luxembourg S.A. ..	43298	Inbau Immo S.A. ....	43331
C' Parti S.A. ....	43338	Inbau Immo S.à r.l. ....	43331
Dartis SPF S.A. ....	43298	Interassurances Pauly & Lamby et Associés S.à r.l. ....	43301
Dori Sàrl .....	43299	Magnolia Poland Holdco S.à r.l. ....	43301
Dori Sàrl .....	43299	Mont Blanc Fund .....	43302
Dori Sàrl .....	43299	Norder Holzhandel Sàrl .....	43302
Drinktec International .....	43299	Parco .....	43344
Drinktec International .....	43300	ParLyo Property Investments II S.à r.l. ...	43302
Drinktec International .....	43299	Participations Mercantiles S.A. ....	43342
Drinktec International .....	43299	Pâtisserie-Boulangerie Schiltz S.à r.l. ....	43302
EB8 Germany S.à r.l. ....	43335	Poland Retail Topco S.à r.l. ....	43302
Ecoplux S.A. ....	43334	Profico S.à.r.l. ....	43301
Ednarts Investments S.à r.l. ....	43328	Raum & Wohnen S.A. ....	43301
Eurovadi's S.A. ....	43300	Soc.E.Fin. SA .....	43301
Finlyinx S.A. ....	43300	Soc.E.Fin. SA .....	43344
Finlyinx S.A. ....	43300	Takko Luxembourg 1 S.C.A. ....	43314
Global Foods S.à r.l. ....	43300	Tangle S.à.r.l. ....	43301
Golden Invest S.A. ....	43300		
Growing Paints S.A. ....	43324		

**Comptoir Technique et Industriel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8011 Strassen, 321, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 6.229.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031613/9.

(130039086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Costa Constructions Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4205 Esch-sur-Alzette, 7, rue Lankelz.

R.C.S. Luxembourg B 42.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031619/9.

(130039072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Costa Constructions Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4205 Esch-sur-Alzette, 7, rue Lankelz.

R.C.S. Luxembourg B 42.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031620/9.

(130039073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Costa Constructions Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4205 Esch-sur-Alzette, 7, rue Lankelz.

R.C.S. Luxembourg B 42.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031621/9.

(130039084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Costa Constructions Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4205 Esch-sur-Alzette, 7, rue Lankelz.

R.C.S. Luxembourg B 42.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031622/9.

(130039085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Dartis SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 58.383.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031631/9.

(130039131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Dori Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9209 Diekirch, 110, rue Bamertal.  
R.C.S. Luxembourg B 97.079.

Les comptes annuels au 31.12.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031640/9.

(130038482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Dori Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9209 Diekirch, 110, rue Bamertal.  
R.C.S. Luxembourg B 97.079.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031641/9.

(130038501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Dori Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9209 Diekirch, 110, rue Bamertal.  
R.C.S. Luxembourg B 97.079.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031642/9.

(130038502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Drinktec International, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.  
R.C.S. Luxembourg B 146.447.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031644/9.

(130038634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Drinktec International, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.  
R.C.S. Luxembourg B 146.447.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031645/9.

(130038647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Drinktec International, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.  
R.C.S. Luxembourg B 146.447.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031646/9.

(130038692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Drinktec International, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 146.447.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031647/9.

(130038808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Eurovadi's S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 60.193.

—  
Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031673/9.

(130038547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Finlyinx S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 128.560.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031686/9.

(130038765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Finlyinx S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 128.560.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031687/9.

(130038822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Global Foods S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1426 Luxembourg, 51, rue Henri Dunant.

R.C.S. Luxembourg B 147.600.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031713/9.

(130039177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Golden Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 137.361.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031717/9.

(130039034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Interassurances Pauly & Lamby et Associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.266.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031761/9.

(130039194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Magnolia Poland Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 162.676.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031806/9.

(130039143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Soc.E.Fin. SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 88.344.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031953/9.

(130039149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Tangle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 36, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 101.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031970/9.

(130039090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Raum & Wohnen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5447 Schwebsange, 111, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 147.771.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031915/9.

(130038905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Profico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5213 Sandweiler, 22A, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 76.841.

Le bilan clôturé au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031906/9.

(130038785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**Poland Retail Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 160.771.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031878/9.

(130039218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Pâtisserie-Boulangerie Schiltz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6940 Niederanven, 141, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 70.109.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031869/9.

(130038574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**ParLyø Property Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 141.607.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031871/9.

(130038799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Norder Holzhandel Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9158 Heiderscheid, 37, Haaptstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 106.460.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031855/9.

(130038886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Blue Edge Fund, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. Mont Blanc Fund).**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 100.447.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of February.

Before Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of MONT BLANC FUND (hereafter referred to as the "Fund"), a société anonyme having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 100.447), incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 26 April 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 487, on 10<sup>th</sup> May 2004.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 27<sup>th</sup> September 2010, by deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, number 2375 of 5<sup>th</sup> November 2010.

The Meeting was chaired by Nicolas Alves, account manager, professionally residing 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Sandrine Francis, maître en droit, professionally residing 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Christa Simons, senior account manager, professionally residing 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

*Agenda*

1. To approve the change of the Fund's name from MONT BLANC FUND to BLUE EDGE FUND.

2. Amendment of the object clause so that Article 3 of the articles of incorporation of the Fund (the "Articles") shall read as follows:

" **Art. 3.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law")."

3. To restate the Articles in order to take into account the entry into force of the Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment to take into account legal and regulatory evolution and to update historical information.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the proxyholders of the proxies of the represented shareholders, by the bureau of the Meeting and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The extraordinary general meeting convened for 18<sup>th</sup> January 2013 could not validly deliberate and vote on the proposed agenda due to lack of quorum. The present Meeting was convened by notices containing the agenda and published in the Memorial, the Luxemburger Wort and the Tageblatt on 25<sup>th</sup> January and on 11<sup>th</sup> February 2013.

IV. There is no quorum required for the Meeting and resolutions will be validly taken if approved by a majority of two thirds of the votes cast.

V. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the sole item of the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, takes the following resolution:

*First resolution*

The meeting resolves with votes in favour, against and abstentions to change the name of the Fund to BLUE EDGE FUND.

*Second resolution*

The Meeting resolves with votes in favour, against and abstentions to amend the object clause so that the Article 3 of the Articles shall read as follows:

"The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law")."

*Third resolution*

The Meeting resolves with votes in favour, against and abstentions to restate the Articles in order to take into account the entry into force of the Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment to take into account legal and regulatory evolution and to update historical information. The Articles of the Company shall forthwith read as follows:

" **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "BLUE EDGE FUND" (the "Corporation")

**Art. 2.** The Corporation is established for an unlimited period. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

**Art. 3.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law").

**Art. 4.** The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may transfer the registered office of the Corporation to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5.** The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in article twenty-three hereof.

The minimum capital of the Corporation shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The board of directors is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid at any time at a price based on the net asset value per share or the respective net asset values per share determined in accordance with article twenty-four hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the board of directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to article three hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the board of directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

The board of directors may further decide to create within each class of shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, minimum subscription amount, dividend policy, hedging policy or other specific feature is applied to each sub-class. If subclasses are created, references to classes in these Articles should, where appropriate, be construed as references to such sub-classes.

The Corporation may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the relevant class pursuant to its investment policy and restrictions. Such contribution in kind shall, if legally or regulatorily required, be subject to a report from the auditor of the Corporation. The cost of such report shall be borne by the investor unless the board of directors determines at its sole discretion that the relevant contribution in kind is in the interest of the Corporation or made to protect the interests of the Corporation.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in the reference currency of the relevant Class be translated into the reference currency of the relevant Class and the capital of the corporation, being the total net assets of all the classes, shall be expressed in USD.

Without prejudice to the right of the board of directors to proceed to compulsory redemptions pursuant to article twenty-eight below, the general meeting of holders of shares of a class, deciding in accordance with the quorum and majority requirements referred to in article twenty-nine of these articles, may reduce the capital of the Corporation by cancellation of the shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full net asset value of the shares of such class as at the date of distribution.

The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of such class or classes of shares to those of another existing class of shares and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements pursuant to the last paragraph of article 6 of the articles of incorporation). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to such class or classes to another undertaking for collective investment against issue of shares of such other undertakings for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned.

Such decision will be published by the Corporation and such publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made at least one month before the date on which such consolidation or merger shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction. There shall be no quorum requirements for the general meeting deciding upon a consolidation of several classes of shares within the Corporation and any resolution on this subject may be taken by simple majority of votes cast. Resolutions to be passed by any such class meeting with respect to a contribution of the

assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another undertaking for collective investment shall be subject to a simple majority of votes cast, except when a merger is to be implemented with a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case the resolutions shall only be binding upon such shareholders who shall have voted in favour of the merger proposals.

The Corporation constitutes a single legal entity, but the assets of each class shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding class and the assets of a specific class are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that class.

**Art. 6.** The Corporation shall only issue shares in registered form. Unless a shareholder elects to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding.

If a shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may from time to time determine.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the Register of Shareholders.

Transfer of shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Corporation along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it. The Corporation may charge an administrative fee to cover the handling of such transfer.

Every shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

Fractions of shares may be issued.

**Art. 7.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Corporation may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

**Art. 8.** The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of applicable laws or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may be detrimental to the Corporation. More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares by any "U.S. person" as defined hereafter. For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the board of directors exceeding the maximum percentage fixed by the board of directors of the Corporation's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the board of directors (the "maximum number")

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary

for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a US person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the board of directors and

c) where it appears to the Corporation that any person who is a national of, or who is resident or domiciled in any such country determined by the board of directors, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the board of directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice ") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Corporation the share certificate or certificates representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in article twenty-one hereof;

3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the Net Asset Value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificates, if issued, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these articles, the term "U.S. person" shall include without limitation a resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or persons who are normally resident therein, including the estate of any such person, or a corporation, partnership, trust or any other association created or organised therein. The board of directors may further clarify this definition in the Corporation's sale's document.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of April at 3.30 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the board of directors.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11.** The quorum required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile or other means capable of evidencing such proxy.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent in accordance with Luxembourg law to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

Notice shall, in addition, be published in the *Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations* of Luxembourg (to the extent required by Luxembourg law), in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the board of directors may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

**Art. 13.** The Corporation shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting or such other general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14.** The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex, fax or any other means capable of evidencing such waiver of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex, fax or other means capable of evidencing such appointment another director as his proxy.

Any director may attend a meeting of the board of directors using telecommunication means or videoconference permitting their identification. A director so attending shall be deemed present. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation in the meeting of the board of directors, whose deliberations shall be on-line without interruption. The meeting held at a distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Corporation.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Decisions may also be taken by circular resolutions signed by all the directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation or to other contracting parties.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

**Art. 16.** The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation.

Any class may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more classes of the Corporation. In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attached to these shares are suspended for as long as these shares are held by the class concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

**Art. 17.** No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Harcourt Group, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

**Art. 18.** The Corporation may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 19.** The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any person to whom signatory authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20.** The Corporation shall appoint an authorised statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the 2010 Law. The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

**Art. 21.** As is more especially prescribed herein below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation. The redemption price shall normally be paid not later than fifteen bank business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of article twenty-three hereof less any charge, including deferred sales charge, as the sales documents may provide. The relevant redemption price may be rounded downwards as the board of directors may decide. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The Board of Directors from time to time may request that a shareholder accepts redemption in kind provided that the value of the redemption in kind shall be certified, if legally or regulatorily required, by an auditor's report drawn up

in accordance with the requirements of Luxembourg law. The cost of such report shall be borne by the investor unless the board of directors determines at its sole discretion that the redemption in kind is in the interest of the Corporation or made to protect the interests of the Corporation.

If redemption requests for more than 10% of the Net Asset Value of a class are received, then the Corporation shall have the right to limit redemptions so they do not exceed this threshold amount of 10%. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Corporation on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to the previous paragraph or to article twenty-two hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first valuation day after the end of the suspension.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the board of directors, be for an amount of less than that of the minimum holding requirement for each registered shareholder as determined from time to time by the board of directors.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

The Corporation shall not give effect to any transfer of shares in its register as a consequence of which an investor would not meet the minimum holding requirement.

The Corporation will require from each registered shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Corporation be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made and that in unregulated jurisdictions such assignment be made in compliance with the minimum holding requirement.

**Art. 22.** For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption on price thereof, the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined as to the shares of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than once monthly, as the board of directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

The Corporation may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class during

(a) any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) any period when the Net Asset Value of one or more undertakings for collective investment, in which the Corporation will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the Corporation attributable to such class, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Day;

(c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Corporation would be impracticable;

(d) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such class of shares or the current prices or values on any stock exchange in respect of the assets attributable to such class of shares;

(e) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange;

(f) if the Corporation or a class of shares is being or may be wound-up or following the date on which notice is given of the meeting of the shareholders at which a resolution to wind up the Corporation or a class of shares is proposed;

(g) if the board of directors has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Corporation attributable to a particular class in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation; and/or

(h) any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Corporation or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Corporation or its shareholders might so otherwise have suffered.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the Corporation and shall be notified to shareholders requesting purchase of their shares by the Corporation at the time of the filing of the written request for such purchase as specified in article twenty-one hereof.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

**Art. 23.** The Net Asset Value of shares of each class of shares shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares as determined by the Board of Directors and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the directors may determine at the place where the Net Asset Value is calculated, by the number of shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

2) the value of securities (including shares or units in closed-end undertakings for collective investment) which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be valued, except as defined in 3) below, at its latest available publicised stock exchange closing price and, if deemed appropriate by the board of directors, the bid market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security;

3) where investments of the Corporation are both listed on a stock exchange and dealt in by market makers outside the stock exchange on which the investments are listed, then the directors will determine the principal market for the investments in question and they will be valued on the basis of the latest available publicised closing prices in that market;

4) Securities dealt in on another regulated market are valued in a manner as near as possible to that described in paragraph 2);

5) Each share or unit in an open ended undertaking for collective investment will be valued at the last available net asset value whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the Corporation is determined.

6) In respect of shares or units of an undertaking for collective investment held by the Corporation, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Directors may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

7) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other undertaking for collective investment held by the Corporation, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Directors, such change of value.

8) In the event that any of the securities held in the Corporation's portfolio on the Valuation Day are not quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market, or for any of such securities, no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) and/or 4) is not in the opinion of the directors representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities shall be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

9) All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee or management fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorized and approved by the board of directors and
- e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees and expenses incurred in connection with the listing of the shares of the Corporation at any stock exchange or to obtain a quotation or another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a portfolio of assets for each class of shares in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Corporation to the portfolio of assets established for the class or classes of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this article;
- b) if within any portfolio class specific assets are held by the Corporation for a specific class of shares, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant portfolio which otherwise would be attributable to such class;
- c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same portfolio or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio and/or class;
- d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular portfolio or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular portfolio or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and/or class of shares;
- e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular portfolio or class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the portfolio or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the portfolio or, as the case may be, the classes, prorata to the net asset values;
- f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;
- g) upon the payment of an expense attributable to a specific portfolio or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the portfolio concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the class concerned;
- h) if there have been created within a class, as provided in Article five, sub-classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable *mutatis mutandis* to such sub-classes.

D. For the purposes of this article:

- a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;
- b) shares of the Corporation to be redeemed under article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;
- c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of shares and
- d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

**Art. 24.** Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares plus any charge

which reverts to the Corporation and such sales charge as the sale documents may provide, provided that the sales charge shall not exceed 3% of the Net Asset Value of the shares subscribed for and allotted. The price per share will be rounded upwards or downwards as the board of directors may resolve. The price so determined shall be payable not later than five business days after the date on which the application was accepted.

**Art. 25.** The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in US Dollars. When there shall be different classes as provided for in article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into United States Dollars and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

**Art. 26.** Within the limits provided by law, the general meeting of holders of shares of the class or classes in respect of which a same portfolio of assets has been established pursuant to article twenty-three Section C. shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of such class or classes of shares, determine how the annual results shall be disposed of.

If the board of directors may decide, in accordance with the provisions of Article five hereof, to create within each class of shares two sub-classes where one class entitles to dividends ("Dividend Shares") and the other class does not entitle to dividends ("Accumulation Shares"). Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this article in respect of Dividend Shares and no dividends will be declared and paid in respect of Accumulation Shares.

The dividends declared may be paid at such places and times and in such currencies as may be determined by the Board of Directors. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares upon decision of the Board of Directors. Distributions may be paid out of income, capital gains or capital.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

**Art. 27.** The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the law regarding collective investment undertakings (the "Custodian"). All securities, cash and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the board of directors shall use their best endeavours to find within two months a corporation to act as custodian and upon doing so the directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

All opening of accounts in the name of the Corporation, as well as power of attorney on such accounts, must be subject to the prior approval and ratification of the Board of Directors.

**Art. 28.** In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

A class or sub-class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the class or sub-class concerned, upon

a) a decision of the board of directors of the Corporation if the net assets of the class or sub-class concerned have decreased below USD 5 million, or

b) the decision of a meeting of holders of shares of the relevant class or subclass. There shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the votes cast.

In such event the shareholders concerned will be advised and the Net Asset Value of the shares of the relevant class or sub-class shall be paid on the date of the compulsory redemption. Such class meeting may also decide that the assets attributable to the class or sub-class concerned will be distributed on a prorata basis to the holders of shares of the relevant class(es) or sub-class(es) which have expressed the wish to receive such assets in kind.

A meeting of holders of shares of a class or sub-class may decide to amalgamate such class or sub-class with another existing class or sub-class or to contribute the assets (and liabilities) of the class or sub-class to another undertaking for collective investment against issue of shares of such undertaking for collective investments to be distributed to the holders of shares of such class or sub-class. The decision shall be published upon the initiative of the Corporation. The publication shall contain information about the new class or sub-class or the relevant undertaking for collective investments and shall be made a month prior to the amalgamation in order to provide a possibility for the holders of such shares to require redemption, without payment of any redemption fee, prior to the implementation of the transaction. For meetings which decide on the amalgamation of different classes or sub-classes within the Corporation, or the contribution of assets and liabilities of a class or sub-class to another undertaking for collective investment, there shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of votes cast. In case of an amalgamation with an unincorporated mutual

fund (fonds commun de placement) or a foreign collective investment undertaking, decisions of the meeting of the classes or sub-classes concerned shall be binding only for holders of shares that have voted in favour of such amalgamation.

**Art. 29.** These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

**Art. 30.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 2010 Law and the law of August tenth, one thousand nine hundred and fifteen on commercial companies (as amended). The governing language of these articles shall be English"

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Whereupon, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing persons all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: Alves, Francis, Simons, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 février 2013. Relation: LAC/2013/9399. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 6 mars 2013.

Référence de publication: 2013031840/619.

(130038836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**HKL Holdings (PPI) Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 54.523.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2013.

HKL Holdings (PPI) S.à r.l.

Patrick van Denzen

Gérant

Référence de publication: 2013031740/14.

(130038699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

**ImmoFinRe II, Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 145.540.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour ImmoFinRe II

Philippe WINSSINGER / Albéric BRAAS

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013031751/13.

(130039184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

---

## **Takko Luxembourg 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 175.639.

### — STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the twenty-seventh day of February.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

- Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 157.325; and

- Takko Luxembourg, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 162.665,

here represented by Me. Aline Nassoy, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of proxies established under private seal.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

#### **1. Corporate form/Name/Duration.**

1.1 There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of Takko Luxembourg 1 S.C.A. (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

1.2 The Company is established for an unlimited duration.

#### **2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Manager (as defined below);

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders of the Company passed in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law.

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Manager.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

#### **3. Objects.**

3.1 The object of the Company is the acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings

3.2. The Company may provide any financial assistance to the undertakings in which the Company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs (including, for the avoidance of doubt, the companies in respect of which the Company is a direct or indirect subsidiary) such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form in respect of its own or any other group company's obligations and debts.

3.3. The Company may borrow in any kind or form and privately or publicly issue bonds, notes, securities, debentures and certificates.

3.4. The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

3.5 The Company may invest and deal with the Company's money and funds in any way the Manager thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security.

3.6. The Company may also enter into the following types of transaction:

- transactions involving contingent liability investments;
  - investments in unregulated collective investment schemes;
  - transactions to borrow or raise monies or otherwise employ leverage from time to time without limit as to the amount or manner and time of repayment, issue, accept, endorse and execute promissory notes or other evidence of indebtedness and give security or collateral or secure the payment of any such borrowings and of the interest on them by mortgage, pledge, deposit, conveyance or assignment in trust of the whole or any part of the portfolio of the Company whether at the time owned or thereafter acquired by the Company;
  - stock lending transactions;
  - underwriting or sub-underwriting transactions whereby the Company will underwrite or sub-underwrite any issue or offer for sale of securities;
  - investments in securities of which the issue or offer for sale was underwritten, managed or arranged by the Manager;
- or
- investments the prices of which may be the subject of stabilisation.

3.7. In addition to any action contemplated in this Section 3, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.8. The objects of the Company as specified in the preceding paragraphs shall be construed in the widest sense as to include any activity, operation, transaction or purpose which is directly or indirectly related or conducive thereto it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity by the financial sector.

**4. Liability of the manager.** The Manager is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The holders of Ordinary Shares (as defined below) shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

#### **5. Share capital and Shares.**

5.1 The Company has a share capital fixed at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into three million ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine (3,099,999) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one (1) management share (the "Management Share"), with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each (all shares together referred to as the "Shares"). The Management Share shall be held by the Manager.

5.2 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

5.3 In addition to the corporate capital, there may be set up (i) a premium account into which any premium paid on any Share in addition to its par value is transferred and (ii) other reserve accounts. The amount of the premium and/or other reserve account(s) may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.4 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.5 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.6 The Company may acquire/repurchase, redeem and/or cancel its Ordinary Shares with the conditions and limits established by the 1915 Law.

5.7 All shares of the Company shall be issued in registered form.

5.8 A register of registered shares shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, its residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of shares held by it.

5.9 The inscription of the shareholder's name in the register of registered shares evidences its right of ownership of such registered shares.

5.10 The Manager may accept and enter in the register of registered shares a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of registered shares. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company from time to time.

5.11 The Management Share(s) held by the Manager is (are) freely transferable to a successor or additional manager with unlimited liability.

5.12 The Company recognizes only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint a single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

## **6. Management.**

6.1 The Company shall be initially managed by Takko Luxembourg, in its capacity as initial general partner (associé gérant commandité) and holder of the Management Share (the "Manager") subject to:

- a) the Articles; and
- b) powers expressly reserved by the 1915 Law and the Articles to a general meeting of shareholders, and each subsequent Manager will be subject to the same limitations.

6.2 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the Supervisory Board (as defined below) as provided for in Article 8.1 hereof appoints an administrator, who need not be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor Manager, and in such circumstances the Manager that is to be replaced shall, as soon as reasonably practicable, transfer with full legal and beneficial title its Management Share held by it to the replacement Manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

6.3 The administrators' duties consist in performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of shareholders shall convene. The administrators are responsible only for the execution of their mandate.

6.4 Any such appointment of a successor Manager shall not be subject to the approval of the Manager.

6.5 The Manager is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

6.6 All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board are within the powers of the Manager.

6.7 The Manager may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more officers, employees or other persons or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

6.8. The other shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

## **7. Representation of the company.**

7.1 The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the Manager, acting through one or more duly authorized signatories, such as designated by the Manager at its sole discretion.

7.2. The Company will also be bound towards third parties by the single signature of each of the persons to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Manager, within the limits of such power.

## **8. Supervisory board.**

8.1 The affairs of the Company and its financial situation including in particular its books and accounts shall be supervised by a supervisory board (the "Supervisory Board"), comprising at least three (3) members. The Supervisory Board may be consulted by the Manager on such matters as the Manager may determine and may authorize any actions of the Manager that may, pursuant to law or regulation or under these Articles, exceed the powers of the Manager.

8.2 The Supervisory Board shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period which may not exceed six (6) years. The members of the Supervisory Board may be re-elected. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman.

8.3 The Supervisory Board shall be convened by its chairman or by the Manager.

8.4 A notice in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members of the Supervisory Board at least eight (8) days prior to the date set for such meeting, except in urgent circumstances, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Supervisory Board. No notice shall be required in case all the members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of such Supervisory Board or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the Supervisory Board.

8.5 Every Supervisory Board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Supervisory Board may from time to time determine.

8.6 The Supervisory Board can deliberate or act validly only if the members of the Supervisory Board are convened to the meeting in accordance with the above described procedure and if at least the majority of the members are present or represented.

8.7 Any member may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another member as his/her proxy. A member may represent several of his colleagues.

8.8 Resolutions are taken by a majority vote of the members present or represented. The resolution supported by the chairman will be adopted, if votes are even.

8.9 Resolutions of the Supervisory Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting of the Supervisory Board. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two members of the Supervisory Board.

8.10 In case of necessity, a written decision, signed by all the members of the Supervisory Board, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Supervisory Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Supervisory Board.

8.11 Any member of the Supervisory Board may participate in any meeting of the Supervisory Board by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### **9. Auditor(s).**

9.1. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to auditors.

9.2. The auditors will be elected by the Manager, save when required by law where they will be appointed by the shareholders. The Manager or the shareholders, as the case may be, will determine the number of such auditors, the period of their mandate which shall not exceed six (6) years, and they will hold office until their successor(s) are elected. At the end of their term as auditor, they shall be eligible for re election, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Manager or the general meeting of shareholders, as the case may be.

**10. Conflict of interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or a member of the Supervisory Board or any officer of the Manager or of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, the Manager or a member of the Supervisory Board or an officer of the Manager or of the Company who serves as a director, associate, member, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

#### **11. Decision of the shareholders.**

11.1 The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided herein, no resolution shall be validly passed unless approved by the Manager.

11.2 General meetings of shareholders shall be convened by the Manager or by the Supervisory Board. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the Manager setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the register of registered shares.

11.3 The annual general meeting shall be held on 1st October at 2.00 pm at the Registered Office or at a place specified in the notice of meeting.

11.4 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

11.5 Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

11.6 A validly constituted general meeting of shareholders of the Company shall neither carry out nor ratify acts which involve the Company vis-à-vis third parties nor resolve to amend the Articles without the Manager's consent. It shall neither dismiss the Manager nor appoint another Manager unless the Manager consents thereto.

#### **12. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits.**

12.1 The Company's year commences on 1<sup>st</sup> May and ends on 30 April of the following year.

12.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the statutory reserve required by law. This allocation shall cease to be required when the amount of the statutory reserve shall have reached ten per cent (10%) of the subscribed share capital.

12.3 The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Manager, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision account, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

12.4 Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by law.

**13. Amendments of the articles.** Subject to the approval of the Manager, these Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law.

#### 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 Subject to the consent of the Manager, the Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority requirements as for the amendments of the Articles, unless otherwise provided by the 1915 Law and the Articles.

14.2 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

14.3 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

**15. Applicable law.** All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

#### *Transitional provision*

By way of exception, the first fiscal year of the Company shall begin on the date of its incorporation and shall terminate on 30 April 2014.

#### *Subscription/Payment*

The Articles having thus been established, the parties appearing, represented as stated hereabove, declare to subscribe for the entire share capital of the Company as follows:

Subscribers	Ordinary Shares	Management Share(s)	Subscribed amount (in EUR)	% of share capital	Paid-up capital
Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l. ....	3,099,998	-	30,999.98	99.99 %	99.99 %
Takko Luxembourg .....	1	1	0.02	0.01 %	0.01 %
TOTAL .....	3,099,999	1	31,000.-	100%	100%

- Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., represented as stated hereabove, subscribes for three million ninety-nine thousand nine hundred ninety-eight (3,099,998) Ordinary Shares, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of an aggregate amount of thirty thousand nine hundred ninety-nine Euros and ninety-eight Cents (EUR 30,999.98).

- Takko Luxembourg, represented as stated hereabove, subscribes for (i) one (1) Management Share, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) and (ii) one (1) Ordinary Share, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) and agrees to pay them in full by a contribution in cash of an amount of two Cents (EUR 0.02).

The Ordinary Shares and the Management Share have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary by mean of a bank certificate.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

#### *Attestation*

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

#### *Resolutions of the shareholders*

The shareholders of the Company, represented as stated here above, representing the entire subscribed share capital of the Company and considering themselves as duly convened, have immediately passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as members of the Supervisory Board for a period of six (6) years:

a) Valerie Emond, born on 30 August 1973 in Saint-Mard (Belgium), residing professionally at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Cindy Texeira, born on 5 October 1980 in Juvisy sur Orge (France), residing professionally at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

c) Alberto Morandini, born on 9 February 1968 in Petange (Luxembourg), residing professionally at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

2. The registered office of the Company is established at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, she signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le vingt-sept février.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **ONT COMPARU:**

- Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 157.325; et

- Takko Luxembourg, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 162.665,

ici représentés par M<sup>e</sup> Aline Nassoy, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé.

Lesdites procurations, signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société en commandite par actions qui est ainsi constituée:

#### **1. Forme/Dénomination sociale/Durée.**

1.1 Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société en commandite par actions sous la dénomination de Takko Luxembourg 1 S.C.A. (la «Société»), qui sera soumise à la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société est constituée pour une durée illimitée.

#### **2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société (le «Siège Social») est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par son Gérant (tel que défini ci-dessous);

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution des associés commanditaires de la Société prise en conformité avec ces Statuts et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915.

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire de Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

#### **3. Objet.**

3.1 La Société a pour objet l'acquisition, la prise de participations, quelque en soit la forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de telles participations.

3.2 La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, en ce qui concerne ses propres obligations et dettes ou celles d'autres sociétés du groupe.

3.3 La Société peut emprunter sous toutes formes que ce soit et procéder à l'émission privée ou publique d'obligations, de billets à ordre, sûretés, titres et certificats de toute forme.

3.4 La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans de l'immobilier et dans des droits de propriété intellectuelle sous toute forme que ce soit.

3.5 La Société peut investir avec et gérer l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Gérant le pense utile et prêter de l'argent et accorder du crédit à toute personne avec ou sans garantie.

3.6 La Société peut également conclure les transactions suivantes:

- des transactions comprenant des investissements avec dette éventuelle;
  - des investissements dans des projets d'investissement collectif non régulés;
  - des transactions pour emprunter ou collecter de l'argent ou sinon bénéficier autrement d'un effet de levier au fil du temps sans restriction concernant le montant ou la manière et le moment du remboursement, émettre, accepter, endosser et exécuter des titres de créance ou autre preuve d'endettement et donner des titres ou des sûretés ou garantir le paiement d'un de ces emprunts et de leurs intérêts par hypothèque, gage, dépôt, cession ou transfert en fiducie de tout ou une partie du portefeuille de la Société qu'il soit détenu à ce moment ou acquit ultérieurement par la Société;
  - des transactions d'emprunt d'actions;
  - des transactions de garantie d'émission ou de sous-garantie d'émission selon lesquelles la Société garantira ou sous-garantira une émission ou une offre de vente de titres;
  - des investissements dans des titres dont l'émission ou l'offre de vente a été couverte, gérée ou arrangée par le Gérant;
- ou
- des investissements dont les prix pourront être soumis à stabilisation.

3.7 D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

3.8 Les objets de la Société comme spécifiés aux paragraphes précédents doivent être considérés dans le sens le plus large de façon à inclure toute activité, opération, transaction ou objectif en relation directe ou indirecte avec ceux-ci ou qui leur serait favorable, étant entendu que la Société ne conclura pas de transaction qui ferait qu'elle serait engagée dans des activités qui seraient considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

**4. Responsabilité du gérant.** Le Gérant est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées par les actifs de la Société. Les détenteurs d'Actions Ordinaires (telles que définies ci-dessous) s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits d'actionnaire lors des assemblées générales, et ne sont tenus que dans la limite de leurs apports à la Société.

#### **5. Capital social et Parts sociales.**

5.1 Le capital social de la Société est de trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (3.099.999) actions ordinaires (les "Actions Ordinaires") et une (1) action de commandité (l'"Action de Commandité") ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune (toutes ensembles les "Actions"). L'Action de Commandité sera détenue par le Gérant.

5.2 Le capital souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision des actionnaires statuant comme en matière de modification des présents Statuts.

5.3 En plus du capital social, il peut être établi (i) un compte de prime d'émission auquel toute prime d'émission payée sur toute Action en plus de la valeur nominale est transférée et (ii) d'autres comptes de réserves. Ce compte de primes d'émission et/ou autre(s) compte(s) de réserves peut être utilisé pour effectuer le paiement de toute Action que la Société pourrait racheter à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

5.4 La Société peut, sans restriction, accepter de l'equity ou d'autres apports sans émettre des nouvelles Actions ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut affecter ces apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les actionnaires conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucun des apports à l'apporteur.

5.5 Toutes les Actions ont des droits égaux sous réserve de ce qui est prévu dans les présents Statuts.

5.6 La Société peut acquérir/racheter, rembourser et/ou annuler ses Actions Ordinaires, sous les conditions et limites établies par la Loi de 1915.

5.7 Toutes les actions de la Société seront émises sous forme nominative.

5.8 Un registre des actions nominatives sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile choisi, tels qu'ils ont été communiqués à la Société, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient.

5.9 Le droit de propriété de l'actionnaire sur de telles actions nominatives s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actions nominatives.

5.10 Le Gérant peut accepter et inscrire dans le registre des actions nominatives un transfert sur base de tout document approprié constatant le transfert entre le cédant et le cessionnaire. Tout actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également portée au

registre des actions nominatives. Les actionnaires peuvent à tout moment changer leur adresse enregistrée dans le registre des actions nominatives par le biais d'une communication écrite à la Société.

5.11 L'/Les Action(s) de Commandité appartenant au Gérant peut (peuvent) être librement cédée(s) à un gérant remplaçant ou supplémentaire, responsable de manière illimitée.

5.12 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si une ou plusieurs Actions sont détenues conjointement ou si la propriété de telles Actions est litigieuse, les personnes invoquant un droit sur de telles Actions devront désigner un mandataire unique pour représenter l'/les Action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à l'Action / aux Actions.

## **6. Gérance.**

6.1 La Société sera initialement gérée par Takko Luxembourg, en sa qualité d'associé gérant commandité initial et détenteur de l'Action de Commandité (le «Gérant») et sous réserve:

- a) des Statuts; et
- b) des pouvoirs expressément réservés par la Loi de 1915 et les Statuts à une assemblée générale des actionnaires, et chaque Gérant subséquent sera soumis aux mêmes limites.

6.2 En cas d'incapacité légale, de liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions de Gérant au sein de la Société, celle-ci ne sera pas automatiquement dissoute et liquidée, sous condition que le Conseil de Surveillance (tel que défini ci-dessous), suivant l'article 8.1, nomme un administrateur, qui n'a pas besoin d'être actionnaire, afin d'exécuter les actes de gestion urgents ou de pure administration, jusqu'à ce que se tienne une assemblée générale d'actionnaires, convoquée par cet administrateur dans les quinze (15) jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront nommer un Gérant successeur, en respectant les règles de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts, et dans ces circonstances le Gérant qui doit être remplacé devra, dès que possible en agissant raisonnablement, transférer avec plein titre légal et bénéficiaire son Action de Commandité détenue par lui au Gérant remplaçant. L'absence d'une telle nomination entraînera la dissolution et la liquidation de la Société.

6.3 Les devoirs des administrateurs consistent à accomplir des actes urgents et les actes de simple administration jusqu'à ce que l'assemblée générale des actionnaires se réunisse. Les administrateurs seront responsables uniquement de l'exécution de leur mandat.

6.4 Une telle nomination d'un Gérant successeur n'est pas soumise à l'approbation du Gérant.

6.5 Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition relevant de l'objet de la Société.

6.6 Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au Conseil de Surveillance appartiennent au Gérant.

6.7 Le Gérant peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, employés ou autres personnes, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou agents de son choix.

6.8 Les autres actionnaires ne participeront ni n'interféreront pas dans la gestion de la Société.

## **7. Représentation de la société.**

7.1 Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée par la signature unique du Gérant, agissant par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs signataires dûment autorisés et nommés discrétionnairement par le Gérant.

7.2. Vis-à-vis des tiers, la Société sera aussi engagée par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant dans les limites de ce pouvoir.

## **8. Conseil de surveillance.**

8.1 Les opérations de la Société et sa situation financière, y compris notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un conseil de surveillance (le «Conseil de Surveillance») composé d'au moins trois (3) membres. Le Conseil de Surveillance peut être consulté par le Gérant sur toutes les matières que le Gérant déterminera et pourra autoriser les actes du Gérant qui, selon la loi, les règlements ou les présents Statuts, excèdent les pouvoirs du Gérant.

8.2 Le Conseil de Surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période ne pouvant excéder six (6) ans. Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être réélus. Le Conseil de Surveillance peut élire un de ses membres comme président.

8.3 Le Conseil de Surveillance est convoqué par son président ou par le Gérant.

8.4 Une notification par écrit, télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire de toute réunion du Conseil de Surveillance sera donnée à tous ses membres au moins huit (8) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature des circonstances constitutives de l'urgence sera contenue dans la convocation. Cette convocation peut faire l'objet d'une renonciation par écrit, télégramme, télex, télécopie, courriel

ou tout autre moyen de communication similaire. Il ne sera pas nécessaire d'établir des convocations spéciales pour des réunions qui seront tenues à des dates et lieux prévus par une résolution du Conseil de Surveillance. Aucune convocation n'est requise au cas où tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à une réunion du Conseil de Surveillance ou dans le cas de résolutions adoptées par écrit et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance.

8.5 Toute réunion du Conseil de Surveillance se tiendra au Luxembourg ou tel autre endroit que le Conseil de Surveillance choisira de temps à autre.

8.6 Le Conseil de Surveillance ne pourra délibérer ou agir valablement que si les membres du Conseil de Surveillance ont été convoqués à la réunion selon la procédure décrite ci-dessus et si au moins la majorité des membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés.

8.7 Chaque membre peut agir lors de toute réunion du Conseil de Surveillance en nommant par écrit, par télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire, un autre membre pour le représenter. Chaque membre peut représenter plusieurs de ses collègues.

8.8 Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Les résolutions supportées par le président seront adoptées, si les votes sont partagés.

8.9 Les résolutions du Conseil de Surveillance sont consignées dans des procès verbaux signés par le président de la réunion du Conseil de Surveillance. Les copies ou extraits de tels procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou deux membres du Conseil de Surveillance.

8.10 En cas de nécessité, une décision écrite signée par tous les membres du Conseil de Surveillance, est appropriée et valable aussi longtemps qu'elle a été adoptée à une réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être prise sous la forme d'un document unique ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu et chacun d'entre eux signé par un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance.

8.11 Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à une réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

## **9. Commissaire(s) aux Comptes.**

9.1. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou des commissaire(s) aux comptes et devront obligatoirement l'être dans les cas prévus par la Loi.

9.2. Les commissaires aux comptes seront nommés par le Gérant, sauf lorsqu'ils seront requis par la Loi, auquel cas ils seront nommés par les actionnaires. Le Gérant ou les actionnaires, selon le cas, détermineront le nombre de tels commissaires aux comptes, la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. A la fin de leur mandat de commissaire aux comptes, ils sont rééligibles, mais ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution du Gérant ou de l'assemblée générale des actionnaires, selon le cas.

**10. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait que le Gérant ou un membre du Conseil de Surveillance ou un fondé de pouvoir du Gérant ou de la Société y aura un intérêt personnel, ou est administrateur, associé, actionnaire, membre, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou firme. Sauf dispositions contraires ci-dessous, le Gérant ou un membre du Conseil de Surveillance ou un fondé de pouvoir du Gérant ou de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, actionnaire, membre, fondé de pouvoir ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toute opération relative à un tel contrat ou opération.

## **11. Décisions des actionnaires.**

11.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, sous réserve que, sauf si les présents statuts en disposent autrement, une résolution ne sera valablement adoptée que si elle est approuvée par le Gérant.

11.2 L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le Gérant ou par le Conseil de Surveillance. Les assemblées générales d'actionnaires seront convoquées par un avis donné par le Gérant indiquant l'ordre du jour et envoyé par courrier recommandé au moins huit (8) jours avant la date prévue pour la réunion à chaque actionnaire à l'adresse des actionnaires telle qu'inscrite au registre des actions nominatives.

11.3 L'assemblée générale annuelle se réunit le 1<sup>er</sup> octobre à 14h00 au Siège Social ou dans tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

11.4 Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire, à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.

11.5 D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.

11.6 Une assemblée générale des actionnaires de la Société valablement constituée ne peut ni entreprendre ni ratifier des actes qui engagent la Société à l'égard des tiers ni modifier les Statuts sans l'accord du Gérant. Elle ne saurait non plus révoquer le Gérant ou notamment un autre Gérant à moins que le Gérant y consente.

## 12. Année sociale - Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

12.1 L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> mai et se termine le 30 avril de l'année suivante.

12.2 Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cents (10%) du capital social souscrit.

12.3 L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du Gérant, déterminera la façon de disposer du restant des bénéfices nets annuels. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année sociale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividende.

12.4 Des dividendes intérimaires pourront être distribués en observant les conditions légales.

**13. Modifications des statuts.** Les présents Statuts pourront être modifiés, sous condition de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi de 1915.

## 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 Sous réserve de l'accord du Gérant, la Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité requises pour toute modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi de 1915 ou les Statuts.

14.2 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera entreprise par un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui a décidé la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

14.3 Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre tous les actionnaires au prorata du nombre d'Actions qu'ils détiennent.

**15. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément à la Loi de 1915.

### *Disposition transitoire*

Par exception, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et s'achèvera le 30 avril 2014.

### *Souscription/Libération*

Les Statuts ayant ainsi été établis, les parties comparantes, représentées comme mentionné ci-dessus, déclarent souscrire à l'intégralité du capital social de la Société, comme suit:

Souscripteurs	Actions Ordinaires	Action(s) de Commandité	Montant souscrit (en EUR)	% du capital social	Capital social libéré
Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l. ....	3.099.998	-	30.999,98	99,99 %	99,99 %
Takko Luxembourg . . . . .	1	1	0,02	0,01 %	0,01 %
TOTAL . . . . .	3.099.999	1	31.000,-	100%	100%

- Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l., représentée comme mentionné ci-dessus, déclare souscrire à trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (3.099.998) Actions Ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en espèces d'un montant total de trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Euros et quatre-vingt-dix-huit centimes (EUR 30.999,98).

- Takko Luxembourg, représentée comme mentionné ci-dessus, déclare souscrire à (i) une (1) Action de Commandité, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) et (ii) i) une (1) Action Ordinaire, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01), et les libérer intégralement par un apport en espèces d'un montant de deux centimes (EUR 0,02).

Les Actions Ordinaires et l'Action de Commandité ont été libérées à hauteur de cent pour cent (100%) par un apport en espèces de telle façon que la Société a à sa disposition la somme de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat bancaire.

### *Estimation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison de sa constitution sont évalués à environ mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

### Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

### Résolutions des actionnaires

Les actionnaires de la Société, représentés comme mentionnés ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société et se considérant dûment convoqués, ont immédiatement adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées membres du Conseil de Surveillance pour une période de six (6) ans:

a) Valérie Emond, née le 30 août 1973 à Saint-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

b) Cindy Teixeira, née le 5 octobre 1980 à Juvisy sur Orge (France), résidant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg; et

c) Alberto Morandini, né le 9 février 1968 à Pétange (Luxembourg), résidant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

### Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nassoy, Kesslerer.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01 mars 2013. Relation: EAC/2013/2885. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013031407/584.

(130038433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

### **Growing Paints S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 175.655.

### STATUTS

L'an deux mille treize,

le premier mars.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«FINANZIARIA INTERNAZIONALE LUXEMBOURG S.A.», une société anonyme constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 25A boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

ici représentée par Madame Sophie ERK, employée privée, avec adresse professionnelle au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg, le 22 février 2013.

Ladite procuration signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle mandataire, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme que la partie prémentionnée déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

### **I. Nom, Durée, Objet, Siège Social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de «GROWING PAINTS S.A.» (ci-après la «Société»).

**Art. 2.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 3.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

**Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

## II. Capital social - Actions

**Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

**Art. 6.** Les actions de la société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

## III. Assemblées générales des Actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

**Art. 7.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois d'avril de chaque année à 16.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

#### IV. Conseil d'Administration

**Art. 9.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

**Art. 10.** Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 11.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à

servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

**Art. 12.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 13.** La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

#### V. Surveillance de la Société

**Art. 14.** Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

#### VI. Exercice social - Bilan

**Art. 15.** L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

**Art. 16.** Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

#### VII. Liquidation

**Art. 17.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

#### VIII. Modification des statuts

**Art. 18.** Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

#### IX. Dispositions finales - Loi applicable

**Art. 19.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

##### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le dernier vendredi du mois d'avril 2014.

##### *Souscription et Libération*

Toutes les trois cent dix (310) actions ont été souscrites par la société «FINANZIARIA INTERNAZIONALE LUXEMBOURG S.A.», préqualifiée, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société.

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

##### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

## Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution sont évalués à environ mille euros.

*Résolutions de l'actionnaire unique*

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires à un (1).

2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs:

a) Monsieur Gioacchino GALIONE, expert-comptable, né à La Louvière (Belgique), le 04 janvier 1982, avec adresse professionnelle au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg;

b) Monsieur Jacopo ROSSI, administrateur de société, né à San Dona di Piave (Italie), le 20 avril 1972, avec adresse professionnelle au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

c) Madame Mariagrazia RINALDI, employée privée, née à Monopoli (Italie), le 27 février 1976, avec adresse professionnelle au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

3. A été nommé commissaire aux comptes:

Monsieur Robert REGGIORI, expert-comptable, né à Metz (France), le 15 novembre 1966, demeurant professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

4. Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2017.

5. L'adresse de la Société est établie au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. ERK, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 05 mars 2013. Relation: EAC/2013/2998. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013031724/215.

(130038833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Husky Injection Molding Systems Luxembourg Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 512.500,00.**

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle Riedgen.

R.C.S. Luxembourg B 166.196.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 26 février 2013*

L'associé unique prend acte de la démission de Monsieur Abbasali Kermalli en tant que gérant de la Société avec effet au 22 février 2013.

L'associé unique décide également de nommer Madame Hélène Corbellari, née le 6 juin 1971 à Moyeuve-Grande, France et ayant son adresse professionnelle au 93, Zone Industrielle Riedgen, 3451 Dudelange, Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 26 février 2013 et dont le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2013.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Husky Injection Molding Systems Luxembourg Capital S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013029849/19.

(130036662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2013.

**Ednarts Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.275.

In the year two thousand and twelve, on the nineteenth day of December.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) Citadel Mainstay Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 109283,

(2) Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-2163 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 162702,

the two appearing parties here represented by Mr. Bob Calmes, previously named,

by virtue of two proxies under private seal given by the board of managers of the appearing parties on 19 December 2012

All aforementioned proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The above appearing parties are the shareholders of Ednarts Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office in L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg under number B 109275, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 6 July 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 11 November 2005, number 1269. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on 19 December 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter the «Company»).

The appearing parties, represented as stated above, representing the Company's entire share capital, request the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

#### *Agenda*

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of eight hundred ninety-two million twenty-five euro (EUR 892,000,025) in order to bring it from its current amount of nine hundred two million twelve thousand five hundred twenty-five euro (EUR 902,012,525) to an amount of ten million twelve thousand five hundred euro (EUR 10,012,500) through the repurchase immediately followed by the cancellation of thirty-five million six hundred eighty thousand one (35,680,001) class B shares held by Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l.

2. Subsequent amendment of Article 5 of the articles of association of the Company.

3. Miscellaneous.

After having reviewed the items on the agenda, the appearing parties, represented as stated above, representing the Company's entire share capital, require the notary to act the following resolutions:

#### *First resolution*

The shareholders resolve to reduce the share capital of the Company by an amount of eight hundred ninety-two million twenty-five euro (EUR 892,000,025) in order to bring it from its current amount of nine hundred two million twelve thousand five hundred twenty-five euro (EUR 902,012,525) to an amount of ten million twelve thousand five hundred euro (EUR 10,012,500) through the repurchase immediately followed by the cancellation of thirty-five million six hundred eighty thousand one (35,680,001) class B shares held by Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., aforementioned.

As a result, the share capital of ten million twelve thousand five hundred euro (EUR 10,012,500) is represented by five hundred (500) class A shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, which are held by Citadel Mainstay Investments S.à r.l., aforementioned and four hundred thousand (400,000) class B shares which are held by Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., aforementioned.

Further to such share capital reduction, the shareholders resolve that the amount resulting from the share capital reduction of eight hundred ninety-two million twenty-five euro (EUR 892,000,025), equivalent to the aggregate nominal value of the cancelled class B shares, shall be allocated to Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., aforementioned.

#### *Second resolution*

As a consequence of the above resolution, the shareholders resolve to amend the Article 5 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5.** The Company's subscribed share capital is fixed at ten million twelve thousand five hundred euro (EUR 10,012,500) represented by five hundred (500) class A shares with a par value of twenty-five (25) euro per share and four hundred thousand (400,000) class B shares with a par value of twenty-five (25) euro per share."

There being no further business, the meeting is closed.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the proxyholder of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

This deed having been read and translated to the proxyholder of the above appearing parties, said proxyholder appearing signed together with the notary this original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-neuvième jour du mois de décembre,

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

(1) Citadel Mainstay Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 109283,

(2) Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 162702,

Les deux comparantes représentées ici par Monsieur Bob Calmes, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé données par le conseil de gérance des parties comparantes le 19 décembre 2012;

Les dites procurations, signées «ne varietur» par le mandataire des comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes sont les associés de Ednarts Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la numéro B 109275 constituée suivant acte du notaire soussigné le 6 janvier 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 11 novembre 2005, numéro 1269. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné, le 19 décembre 2012, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»).

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de huit cent quatre-vingt-douze millions vingt-cinq euros (EUR 892.000.025) pour réduire son montant actuel de neuf cent deux millions douze mille cinq cent vingt-cinq euros (EUR 902.012.525) à un montant de dix millions douze mille cinq cents euros (EUR 10.012.500) par l'annulation de trente-cinq millions six-cent quatre-vingt mille une (35.680.001) parts sociales de classe B détenues par Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l.

2. Modification subséquente de l'Article 5 des statuts de la Société.

3. Divers.

Après avoir analysé les points à l'ordre du jour, les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les associées décident de réduire le capital social de la Société d'un montant de huit cent quatre-vingt-douze millions vingt-cinq euros (EUR 892.000.025) pour réduire son montant actuel de neuf cent deux millions douze mille cinq cent vingt-cinq euros (EUR 902.012.525) à un montant de dix millions douze mille cinq cents euros (EUR 10.012.500) par l'annulation de trente-cinq millions six-cent quatre-vingt mille une (35.680.001) parts sociales de classe B détenues par Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., susmentionnée.

Par conséquent, le capital social de dix millions douze mille cinq cents euros (EUR 10.012.500) est représenté par cinq cents (500) parts sociales de classe A, ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25), détenues par Citadel Mainstay Investments S.à r.l., susmentionnée, et quatre cent mille (400.000) parts sociales de classe B, ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25), détenues par Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., susmentionnée.

Suite à la réduction de capital, les associés décident que le montant résultant de la réduction du capital social de huit cent quatre-vingt-douze millions vingt-cinq euros (EUR 892.000.025), équivalent à la valeur totale nominale des parts sociales de classe B annulées, est alloué à Credit Suisse Reinsurance Holding No. 1 S.à r.l., susmentionnée.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, les associés décident de modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de dix millions douze mille cinq cents euros (EUR 10.012.500), représenté par cinq cents (500) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) par part sociale et par quatre cent mille (400.000) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) par part sociale.»

L'ordre du jour étant épuisé, les débats sont clos.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire des comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Le présent acte ayant été lu au mandataire des comparantes prémentionné, ledit mandataire a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: B. CALMES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17235. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013031651/130.

(130038795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Inbau Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Inbau Immo S.A.).**

Siège social: L-6430 Echternach, 13, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 64.900.

Im Jahre zwei tausend dreizehn.

Den siebenundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze zu Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Anteilseigner, der Aktiengesellschaft INBAU IMMO S.A., mit Sitz in L-6430 Echternach, 13, route de Diekirch, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregiste Luxemburg unter der Nummer B 64.900 (NIN 1998 2213 854),

gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Alex WEBER, mit dem Amtssitze in Bascharage, am 29. Mai 1998, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 633 vom 7. September 1998.

Das Gesellschaftskapital wurde in Euro umgewandelt gemäss Beschluss der ausserordentlichen Generalversammlung vom 12. November 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associés Nummer 418 vom 15. März 2002.

Die Statuten wurden zuletzt abgeändert wie folgt:

- zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. Juni 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1860 vom 4. Oktober 2006,

- zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 14. Dezember 2007, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 279 vom 2. Februar 2008.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf ZWEI HUNDERT TAUSEND EURO (€ 200.000,-), eingeteilt in ein hundert sechzig (160) Aktien mit einem Nennwert von je EIN TAUSEND ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 1.250,-).

Den Vorsitz der Generalversammlung führt Herr Fred BINTENER, Schreinermeister, wohnhaft in L-8181 Kopstal, 20, route de Luxembourg,

Er beruft zum Schriftführer und zum Stimmzähler Herrn Edgar SAUSMIKAT, Schreinermeister, wohnhaft in D-54655 Malbergweich, Hauptstrasse 3.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei, welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig, somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1.- Abschaffung der französischen Fassung der Statuten.

2.- Umwandlung der Gesellschaft von einer Aktiengesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung rückwirkend zum 1. Januar 2013.

3.- Abänderung des Gesellschaftsnamen in INBAU IMMO S.à r.l..

4.- Umwandlung der ein hundert sechzig (160) Aktien in ein hundert sechzig (160) Gesellschaftsanteile.

5.- Annahme der Rücktritte der bestehenden Verwaltungsratsmitglieder und Delegierten des Verwaltungsrates mit Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate.

6.- Annahme des Rücktrittes des bestehenden Rechnungskommissars mit Entlastung für die Ausübung seines Mandates.

7.- a) Feststellung, dass das Gesellschaftskapital sich auf ZWEI HUNDERT TAUSEND EURO (€ 200.000,-) beläuft, eingeteilt in ein hundert sechzig (160) Anteile mit einem Nennwert von je EIN TAUSEND ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 1.250,-).

b) Zuteilung der Gesellschaftsanteile.

8.- Reduzierung des Gesellschaftskapitals über den Betrag von SIEBENUNDVIERZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 47.500,-) um es von dem bestehenden Betrag von ZWEI HUNDERT TAUSEND EURO (€ 200.000,-) auf den Betrag von EIN HUNDERT ZWEIUNDFÜNFZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 152.500,-) zu bringen, mittels Rückkauf und Annullierung durch die Gesellschaft von achtunddreissig (38) den Herren Christian WOLFF und Daniel HACK gehörenden Anteilen für den Gesamtbetrag von ACHT HUNDERT SIEBZIG TAUSEND EURO (€ 870.000,-) mittels freier Rücklagen.

9.- Komplette Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

10.- Ernennung von Herrn Fred BINTENER und Herrn Edgar SAUSMIKAT als Geschäftsführer der Gesellschaft.

IV.) Dass die Anwesenden oder Vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der Aktien die diese besitzen aus der Anwesenheitsliste hervorgehen, die von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung aufgestellt und für Richtig befunden wurde. Diese Liste wird, nachdem sie von den anwesenden Aktionären oder deren Vertretern und den Mitgliedern des Vorsitzes unterschrieben wurde, dem gegenwärtigen Protokoll beigelegt um zusammen einregistriert zu werden.

V.) Es ergibt sich aus der Anwesenheitsliste, dass die ein hundert sechzig (160) Aktien mit einem Nennwert von je EIN TAUSEND ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 1.250,-) welche das gesamte Kapital von ZWEI HUNDERT TAUSEND EURO (€ 200.000,-) darstellen, bei der gegenwärtigen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind. Diese Generalversammlung ist somit rechtmässig zusammengesetzt und kann in gültiger Weise über die vorhergehenden Tagesordnungspunkte beraten und beschliessen.

Die Generalversammlung hat nachdem sie den Vortrag des Vorsitzenden bestätigt hat und anerkannt hat, dass sie rechtmässig zusammengetreten ist, und über die Tagesordnung befinden kann, nach Beratung einstimmig nachfolgende Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die französische Fassung der Statuten abzuschaffen.

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die Aktiengesellschaft INBAU IMMO S.A. in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts umzuwandeln, rückwirkend zum 1. Januar 2013.

Durch diese Umwandlung der Aktiengesellschaft in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung wird keine neue Gesellschaft geschaffen, da die wesentlichen Grundlagen des Gesellschaftsvertrages nicht abgeändert werden. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist die Weiterführung der Aktiengesellschaft INBAU IMMO S.A., so wie dieselbe bestanden hat, mit derselben juristischen Persönlichkeit.

*Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst den Gesellschaftsnamen in INBAU IMMO S.ä r.l. abzuändern.

*Vierter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die ein hundert sechzig (160) Aktien in ein hundert sechzig (160) Gesellschaftsanteile von je EIN TAUSEND ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 1.250,-) umzuwandeln.

*Fünfter Beschluss*

Die Generalversammlung nimmt die Rücktritte der bestehenden Verwaltungsratsmitglieder und Delegierten des Verwaltungsrates an und erteilt ihnen Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate.

*Sechster Beschluss*

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt des bestehenden Rechnungskommissars an und erteilt ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandates.

*Siebter Beschluss*

a) Die Generalversammlung stellt fest, dass das Gesellschaftskapital sich auf ZWEI HUNDERT TAUSEND EURO (€ 200.000,-) beläuft, eingeteilt in ein hundert sechzig (160) Anteile mit einem Nennwert von je EIN TAUSEND ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 1.250,-).

b) Zuteilung der Gesellschaftsanteile

Die ein hundert sechzig (160) Gesellschaftsanteile sind den Anteilhabern wie folgt zugeteilt.

1.- Herr Edgar SAUSMIKAT .....	61 Anteile
2.- Herr Fred BINTENER .....	61 Anteile
3.- Herr Daniel HACK .....	19 Anteile
4.- Herr Christian WOLFF .....	19 Anteile

#### *Achter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital über den Betrag von SIEBENUNDVIERZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 47.500,-) herabzusetzen um es von dem bestehenden Betrag von ZWEI HUNDERT TAUSEND EURO (€ 200.000,-) auf den Betrag von EIN HUNDERT ZWEIUNDFÜNFZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 152.500,-) zu bringen, mittels Rückkauf und Annullierung durch die Gesellschaft von achtunddreissig (38) den Herren Christian WOLFF und Daniel HACK gehörenden Anteilen für den Gesamtbetrag von ACHT HUNDERT SIEBZIG TAUSEND EURO (€ 870.000,-) mittels freier Rücklagen.

Die freien Rücklagen gehen aus der Gesellschaftsbilanz zum 31. Dezember 2012 hervor, welche Bilanz, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Komparenten und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

#### *Neunter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst aufgrund der vorhergehenden Beschlüsse eine komplette Neufassung der Statuten welche folgenden Wortlaut haben:

#### **Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Zwischen den vorgenannten Parteien, sowie allen welche in Zukunft Inhaber der hiernach geschaffenen Anteile werden, besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

**Art. 2.** Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung " INBAU IMMO S.à r.l.".

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Echternach. Er kann durch eine Entscheidung der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist der An- und Verkauf von Immobilien sowie die Verwaltung und die Nutzung von eigenen und Drittpersonen gehörenden Immobilien.

Sie kann ebenfalls alle mobiliaren und immobiliaren Handlungen tätigen, welche direkt oder indirekt mit ihrem Zweck zusammenhängen.

**Art. 5.** Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

#### **Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile**

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt EIN HUNDERT ZWEIUNDFÜNFZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 152.500,-), eingeteilt in ein hundert (122) Anteile mit einem Nennwert von je EIN TAUSEND ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 1.250,-).

**Art. 7.** Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar. Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

#### **Titel III. Verwaltung und Vertretung**

**Art. 8.** Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt welches auch immer die Anzahl seiner Anteile ist und jeder Anteil gibt Anrecht auf eine Stimme. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

**Art. 10.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 11.** Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Kosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

**Art. 12.** Durch den Tod eines Gesellschafters erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

#### **Titel IV. Auflösung und Liquidation**

**Art. 13.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen durchgeführt.

Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

**Art. 14.** Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

#### *Zehnter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst zu Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer zu ernennen:

- Herr Edgar SAUSMIKAT, Schreinermeister, wohnhaft in D-54655 Malbergweich, Hauptstrasse 3.
- Herr Fred BINTENER, Schreinermeister, wohnhaft in L-8181 Kopstal, 20, route de Luxembourg.

Die Gesellschaft wird in allen Fällen durch die gemeinsamen Unterschriften der beiden Geschäftsführer rechtsgültig vertreten und verpflichtet.

#### *Feststellung*

Es wird festgestellt, dass die ein hundert zweiundzwanzig Anteile den Gesellschaftern wie folgt zugeteilt sind:

1.- Herr Edgar SAUSMIKAT . . . . .	61 Anteile
2.- Herr Fred BINTENER . . . . .	61 Anteile
Total: . . . . .	122 Anteile

Nach Erschöpfung der Tagesordnung, wurde die ausserordentliche Generalversammlung geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. BINTENER, E. SAUSMIKAT, C. WOLFF, D. HACK, Henri BECK

Enregistré à Echternach, le 01 mars 2013. Relation: ECH/2013/389. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): J. M. MINY.*

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 5. März 2013.

Référence de publication: 2013031757/190.

(130039120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

#### **Ecoplux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 64.951.

#### DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-sept décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**A COMPARU:**

Madame Isabel DE ESPANA BARRI, demeurant à E-08017 Barcelone, 83, Pablo Alcover (Espagne) ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

a.- Que la société anonyme "Ecoplux S.A avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 64.951, a été constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 juin 1998, publié au Mémorial C, numéro 643 du 10 septembre 1998

et que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 274 du 1<sup>er</sup> mars 2007,

b.- Que le capital social est fixé à un million deux cent neuf mille trois cent dix euros (EUR 1.209.310,-), divisé en trente-neuf mille dix (39.010) actions sans désignation de valeur nominale.

c.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la susdite société "Ecoplux S.A

d.- Que l'activité de la société ayant cessé et que la comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e.- Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

f.- Qu'en cette qualité, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu' elle déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

g.- Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

h.- Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

i.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

j.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des titres au porteur.

k.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

*Frais*

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de mille cent cinquante euros, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 04 janvier 2013. Relation GRE/2013/111. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 26 février 2013.

Référence de publication: 2013027753/52.

(130033749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2013.

**EB8 Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 119.845.

In the year two thousand and thirteen, on the fourth day of March.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of EB8 Germany S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 119845 (the Company), incorporated by a deed of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, on September 5<sup>th</sup>, 2006 published in the Mémorial, Recueil des

Sociétés et Associations C - N° 2122, page 101848 of November 14<sup>th</sup>, 2006, amended by deed enacted by Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 20 November 2006, published in the Luxembourg Mémorial C of 14 March 2007, n°372, page 17812, amended by deed enacted by Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 20 December 2006, published in the Luxembourg Mémorial C of 22 March 2007, n°433, page 20754, amended by deed enacted by Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 28 March 2007, published in the Luxembourg Mémorial C of 11 July 2007, n°1419, page 68080.

There appeared:

EB8 Germany II S.à r.l., a Société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, Rue de la Poste, registered with the Luxembourg Commerce and Companies Register under the number B 124113 and

Halverson Investments (3) Limited, a Private Limited Company governed by the laws of United Kingdom, having its registered office at 15, Fulwood Place, GB - WC1V 6AY London, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under the number 5922239 (the Shareholders)

here represented hereby Mrs. Michèle Sensi-Bergami, private employee, professionally residing at 32A, rue Zénon Bernard, L-4031 ESCH-SUR-ALZETTE, (the proxyholder) by virtue of two powers of attorney under private seal.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The parties, represented as stated here above, requested the undersigned notary to record the following:

that all the shares representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Decision to dissolve the Company and voluntary put the Company into liquidation;
2. Decision to appoint the liquidator of the Company (the Liquidator), in relation with the voluntary liquidation of the Company;
3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation's procedure;
4. Decision to instruct the Liquidator to execute at the best of his liabilities and with regards the circumstances all the assets of the Company and to pay any debt of the Company.

III. after deliberation, the Meeting passed, by a unanimous vote, the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves effective immediately to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

*Second resolution*

The Meeting resolves to appoint Codelix S.A., a company organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies registry (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 74166, as liquidator (liquidateur) of the Company (the Liquidator).

*Third resolution*

The Meeting resolves to confer to the Liquidator the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the Law).

The Meeting also resolves to instruct the Liquidator to execute at the best of his abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the sole shareholder. The Liquidator may, under his sole responsibility, delegate his powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the sole shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

*Fourth resolution*

The Meeting resolves to instruct the Liquidator to execute at the best of his liabilities and with regards the circumstances all the assets of the Company and to pay any debt of the Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Esch-sur-Alzette, in the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le quatre mars.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de EB8 Germany S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119845 (la Société), constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, le 5 septembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 2122, page 101848, du 14 novembre 2006, modifiée suivant acte du notaire Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 20 novembre 2006, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C du 14 mars 2007, n°372, page 17812, modifiée suivant acte du notaire Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 20 décembre 2006, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C du 20 mars 2007, n°433, page 20754, modifiée suivant acte du notaire Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 28 mars 2007, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C du 11 juillet 2007, n°1419, page 68080,

A comparu:

EB8 Germany II S.à r.l. ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124113, et,

Halverton Investments (3) Limited., ayant son siège social à 15, Fulwood Place, GB - WC1V Londres, immatriculée auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro 5922239,

(les Associés)

ici représentés aux fins des présentes par Madame Michèle Sensi-Bergami, employée privée, demeurant professionnellement à 32A, rue Zénon Bernard, L-4031 ESCH-SUR-ALZETTE, (le mandataire) en vertu de deux procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquelles parties comparantes, représentées telle que stipulé ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que toutes les parts sociales représentant la totalité du capital social de la Société, sont valablement représentées à la présente Assemblée qui est dès lors valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour, ci-après reproduit;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée comprend les points suivants:

1. Dissolution et liquidation volontaire de la Société;
2. Nomination du liquidateur de la Société (le Liquidateur), en relation avec la liquidation volontaire de la Société;
3. Détermination des pouvoirs à conférer au Liquidateur et de la procédure de liquidation;
4. Décision de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

III. après délibération, l'Assemblée a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de dissoudre la Société et de mettre la Société en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer Codelux S.A., une société organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.166, comme liquidateur de la Société (le Liquidateur).

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la Loi).

L'Assemblée décide également de donner pouvoir et d'autoriser le Liquidateur de réaliser, d'exécuter et d'accomplir tout contrat ou document qui sera nécessaire pour la liquidation de la Société et de payer les dettes de la Société.

L'Assemblée décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et d'exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des associés. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spéciales, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Assemblée décide également de donner pouvoir et d'autoriser au Liquidateur de signer et d'exécuter tout contrat ou document requis par la liquidation de la Société et la réalisation de ses actifs.

L'Assemblée décide encore de donner pouvoir et d'autoriser le Liquidateur d'opérer, à sa seule discrétion, des avances du boni de liquidation en numéraire ou en nature aux associés de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

#### Quatrième résolution

L'Assemblée décide de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais confirme qu'à la demande des parties, cet acte a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. A la demande des mêmes parties, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en date des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: SENSI-BERGAMI, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05/03/2013. Relation: EAC/2013/2971. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 05 mars 2013.

Référence de publication: 2013031659/144.

(130039221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

### **C' Parti S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 56, avenue Jean Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 175.418.

#### STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg);

#### A COMPARU:

La société Aworld Administration Inc, ayant son siège social à Tortola, Road Town (Iles Vierges Britanniques), numéro IBC 1395216,

représentée par sa gérante unique Madame Christel GIRARDEAUX, directrice de sociétés, demeurant à L-3392 Roedgen, 5, rue de Luxembourg.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer:

#### **Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "C' Parti S.A." (ci-après la "Société").

**Art. 2.** La durée de la Société est illimitée.

**Art. 3.** La société a pour objet la consultance en matière économique et de gestion des entreprises.

La société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits, pourra en outre exercer toute activité industrielle et commerciale et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

## **Titre II. - Capital social - Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.

Capital autorisé:

Le capital social de la société pourra être porté à trois cent dix mille d'euros (EUR 310.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

**Art. 6.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

## **Titre III. - Assemblées générales des actionnaires - Décisions de l'associé unique**

**Art. 7.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de mai à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

#### **Titre IV. - Conseil d'administration**

**Art. 9.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

**Art. 10.** Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 11.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

**Art. 12.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 13.** La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

#### **Titre V. - Surveillance de la société**

**Art. 14.** Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

#### **Titre VI. - Exercice social - Bilan**

**Art. 15.** L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

**Art. 16.** Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

#### **Titre VII. - Liquidation**

**Art. 17.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

#### **Titre VIII. - Modification des statuts**

**Art. 18.** Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

#### **Titre IX. - Dispositions finales - Loi applicable**

**Art. 19.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.

### *Souscription et Libération*

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, toutes les actions ont été souscrites par l'actionnaire unique Aworld Administration Inc, préqualifiée, représentée comme indiqué ci-avant, laquelle les a toutes libérées par versements en espèces d'un montant de trente et un mille euros (31.000.-EUR) entièrement alloués au capital social.

La somme de trente et un mille euros (31.000.- EUR) se trouve à la libre disposition de la société, tel qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le confirme expressément.

### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

### *Résolutions prises par l'actionnaire unique*

La comparante, prédésignée et représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Comme autorisé par la Loi et les statuts,
  - Madame Christel GIRARDEAUX, directrice de sociétés, née le 27 octobre 1971 à Marennes, France, demeurant au 5, rue de Luxembourg, L-3392 Roedgen,
  - Monsieur Guy MASSONNEAU, directeur administratif, né le 7 octobre 1964 à Metz, demeurant professionnellement au 18 avenue Foch, F-57730 Folschviller,
  - Monsieur André LEYDER, directeur financier, né le 3 juin 1969, demeurant professionnellement au 18 avenue Foch, F-57730 Folschviller,
 sont appelés aux fonctions d'administrateurs et exerceront les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.
- 3.- La société anonyme SOCOGESCO INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 84, Grande-Rue, R.C.S. Luxembourg numéro B 44906, est appelée aux fonctions de commissaire.
- 4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.
- 5.- Le siège social est établi à L-4243 Esch-sur-Alzette, 56, avenue Jean Pierre Michels.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christel GIRARDEAUX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 janvier 2013. Relation GRE/2013/51. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 22 février 2013.

Référence de publication: 2013027673/236.

(130033789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2013.

### **Participations Mercantiles S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 54.652.

### **CLÔTURE DE LIQUIDATION**

L'an deux mille douze.

Le vingt-sept décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société de droit panaméen VACON PROPERTIES S.A., ayant son siège social à East 54<sup>th</sup> Street, Arango Orillac Building, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama City, République du Panama,

ici représentée par Monsieur Alain THILL, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, par son représentant susnommé, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme PARTICIPATIONS MERCANTILES S.A., en liquidation volontaire ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 54652, a été constituée suivant acte reçu par Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 avril 1996, publié au Mémorial C numéro 354 du 24 juillet 1996.

II.- Que le capital social de la société anonyme PARTICIPATIONS MERCANTILES S.A. s'élevait à deux cent mille dollars américains (200.000 USD), représenté par quarante (40) actions d'une valeur nominale de cinq dollars américains (5 USD) chacune.

III.- Que la société anonyme PARTICIPATIONS MERCANTILES S.A. a été dissoute et mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 666 du 13 mars 2012.

IV.- Que sa mandante déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

V.- Que sa mandante est investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société anonyme PARTICIPATIONS MERCANTILES S.A. même inconnus à ce jour.

VI.- Que la liquidation de la société anonyme PARTICIPATIONS MERCANTILES S.A. est achevée et qu'elle est à considérer comme définitivement clôturée et liquidée.

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actions de la société dissoute.

VIII.- Que décharge pleine et entière est accordée au liquidateur de la société, à savoir la société à responsabilité limitée REVICONSULT S.à r.l..

IX.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

*Frais*

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à mille trois cent vingt-cinq euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 janvier 2013. Relation GRE/2013/104. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013027360/49.

(130033236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2013.

**Hyatt International - Latin America, Ltd., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.954.

HI Holdings (Switzerland) GmbH, l'associé unique de la Société, a transféré toutes les parts sociales qu'il détenait dans la Société, soit 20.000 parts sociales à HI Holdings Latin America B.V., une «B.V.» dûment constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam (Pays-Bas) et son adresse principale à Herikerbergweg 238, 1101 CM Amsterdam Zuidoost et immatriculée auprès du Registre de Commerce des Pays-Bas sous le numéro 56489250.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est HI Holdings Latin America B.V.

Le 1<sup>er</sup> mars 2013.

Pour extrait conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013029852/16.

(130036500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2013.

---

**Soc.E.Fin. SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 88.344.

—  
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale tenue extraordinairement en date de du 18 février 2013 que:

Madame Orietta RIMI a démissionnée de sa fonction d'administrateur de type A.

Madame Laurence BARDELLI, employée privée, née le 8 décembre 1962 à Villerupt et demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg a été nommée à la fonction d'administrateur de type A en remplacement de l'administrateur démissionnaire.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes suivant ont été renouvelés pour 6 ans:

*Administrateurs:*

Monsieur Vincent CORMEAU, administrateur de société, demeurant professionnellement au 3, rue Belle-Vue L-1227 Luxembourg, administrateur de type B et Président du Conseil d'administration;

Monsieur Vincent WILLEMS, expert-comptable, demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg, administrateur de type A.

*Commissaire aux comptes:*

La société Ser.Com Sàrl, ayant son siège social au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013030137/23.

(130036614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2013.

---

**Parco, Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 106.935.

—  
- HOWARD PROPERTIES INC, ayant son siège social à Via Espana, 122, Bank Boston Building, 8<sup>th</sup> Floor, Panama, IBC numéro 471613,

dénonce son mandat d'administrateur.

- Jean NA VEAUX,

demeurant professionnellement 29, avenue Monterey L-2163 Luxembourg, dénonce son mandat d'administrateur et d'administrateur délégué.

- HIGHLAND ADVISORS CORP., ayant son siège social à Via Espana, 122, Bank Boston Building, 8<sup>th</sup> Floor, Panama, IBC numéro 471617,

dénonce son mandat d'administrateur

- La société MONTEREY AUDIT, S.à r.l., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg et R.C.S. Luxembourg B 78.967. dénonce son mandat de Commissaire aux Comptes.

de la société:

Parco, Société Anonyme

L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 106.935.

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Philippe GAIN

*Gérant*

Référence de publication: 2013030051/25.

(130036005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2013.

---